

DOSSIER

ATTENTATS

Les révélations de Patrick Amoyel, psychanalyste, sur l'implantation de Daech en France



Patrick Amoyel, fondateur de l'association Entr'autres.
© CPM 06

Le Club de la Presse Méditerranée 06 qui a participé dès novembre 2014 à plusieurs colloques universitaires consacrés au phénomène de radicalisation islamique ouvre ses colonnes à Patrick Amoyel, psychanalyste, professeur à l'Université de Nice et fondateur de l'association "Entr'autres" à Nice.



CPM06 : Vous n'appréciez pas que l'on vous surnomme « Mr Djihad »...

P. A. : Nous sommes en fait une équipe qui travaille sur tous les phénomènes liés au djihadisme et les tentatives de départs en Syrie. Nous sommes partis d'un constat que nous avons fait, il y a une dizaine d'années : les phénomènes communautaristes identitaires accélèrent la rupture du lien social. Ainsi, on a vu émerger depuis les émeutes de 2005 et en 2008 une dimension religieuse puis une politisation de ces phénomènes de rupture. En France, pour l'islam radical, nous avons deux catégories.

Une radicalisation au niveau de la pratique religieuse qui n'est pas forcément une position politique. Et il y a une autre radicalisation politique sur des positions djihadistes. Parfois, la radicalisation religieuse peut déboucher sur la radicalisation politique. L'Etat, quelque soit le gouvernement, a sous-estimé cela jugeant qu'il s'agissait uniquement de questions socio-économiques. Le pouvoir a minoré les faits, d'abord convaincu que l'on pouvait se contenter d'un traitement social de la question. Et ensuite car il craignait de créer des amalgames avec les musulmans en général et d'affoler les populations sur une radicalisation islamique qui est désormais d'une très grande ampleur. Je souligne, d'après plusieurs sources des services de renseignement, qu'en France deux cent mille personnes sont des sympathisants de Daech. Ils sont favorables à l'idée d'un vaste état islamique. Il convient de relativiser en termes absolus. Ces sympathisants ne représenteraient que 2,5 % des musulmans de France. Il existe un vrai danger d'amalgame entre un islam tranquille pacifié et apolitique peu soucieux de la conquête politique et un islam conquérant, guerrier, lequel est ultra-minoritaire.

CPM06 : Le dernier bilan dressé par le ministère de l'Intérieur en atteste : à ce jour, plus de 520 jeunes Français ou résidents habituels sur notre sol sont présents en Irak et en Syrie, parmi lesquels 183 femmes et 16 mineurs combattants.

P. A. : Oui, et les Alpes-Maritimes sont, suivant les critères, le premier ou le deuxième département en termes de radicalisation. On relève 250 informations préoccupantes et une soixantaine de départs.

CPM 06 : Les médias traitent-ils avec plus de retenue les attentats depuis certains dérapages en janvier lors des tragédies de Charlie ?

P. A. : Depuis le 13 novembre, on constate une grande différence dans l'ensemble des médias. Les chaînes d'information continue se soucient beaucoup de ces graves questions. On ne s'attendait pas à cela et c'est une très bonne chose. Ainsi les médias s'efforcent de décrypter le phénomène. Ils ne se contentent plus des explications faciles, genre « dérive sectaire, gourou ». Ils s'intéressent aux vrais lieux de recrutement. Certains médias nous ont demandé des formations sur cette question-là et l'expression « dérive sectaire » a pratiquement disparu.

CPM06 : Les réseaux sociaux ont-ils une influence sur les départs ?

P. A. : Ce qu'on désigne comme le djihadisme ou « la tentation daechienne » se révèle très complexe à décrypter. Il se traduit par plusieurs catégories. Il y a des jeunes filles qui ont été tentées ou sont parvenues à partir pour des raisons matrimoniales en espérant trouver un véritable mari !! D'autres jeunes sont attirés par l'espoir de vivre de manière vraiment musulmane. Certains candidats au départ sont tentés par une aventure politique ou la réalisation d'un voyage en terre musulmane. Certains de ces cas ont été recrutés sur internet. En revanche, l'essentiel du recrutement s'est toujours fait par une fréquentation ; non pas dans les mosquées, mais autour : salles de prières clandestines, à la sortie des lycées, club de sport, de foot, de boxe... Dans ce cas-là Internet est un facilitateur de communication. Prétendre qu'on se radicalise en trois semaines en regardant les vidéos sur Internet n'a aucun sens.

CPM06 : Comment les médias peuvent-ils obtenir les vrais chiffres sur l'ampleur de la radicalisation ?

Je pense qu'il y a eu une opération de communication du gouvernement en 2012 qui a eu pour but premier de ne pas affoler les populations et de ne pas préciser quel était le phénomène. Ainsi les autorités ont désigné par djihadisme ce qui n'en était pas vraiment, en assurant que cela se limitait à quelques centaines de personnes. Les chiffres officiels situent entre 2 500 et 3 000 tentatives de départ et 8 200 signalements au numéro vert national d'appel (0 800 00 56 96) pour des informations relatives à la radicalisation. A ces 8 200 signalements, il convient d'ajouter 5 000 repérages par les services de police. En clair, on atteint le chiffre de 12 à 13 000 personnes repérées comme étant en rapport avec Daech. Mais ce chiffre ne correspond pas au nombre de sympathisants de Daech en France, près de deux cents mille, on l'a vu.

CPM06 : Peut-on espérer vaincre la radicalisation ?

P. A. : Il n'y a qu'une seule chose à faire. Tout d'abord repérer les individus qui sont en début de processus de radicalisation. C'est sur eux qu'il est possible d'agir véritablement. Il faut former toutes les « premières lignes » : les policiers, gendarmes, professeurs, éducateurs de rue. Cela va prendre de nombreuses années ●

CPM 06.

